

**ARRÊTÉ DU MAIRE**  
**DE CHERBOURG-EN-COTENTIN**

**ARRÊTÉ N° AT\_2024\_0682**

**TRAVAUX DE FINITIONS POUR LE BNG**  
**STATIONS Ste ANNE/CHASSE MITAIS/MANDELA**

**DU 04 MARS AU 15 AVRIL 2024**

**RUE SURCOUF / RUE DE LA PAIX / RUE DU FORT**  
**RUE DE LA VALETTE / RUE DE LA RÉPUBLIQUE**

**SUR LA COMMUNE DÉLÉGUÉE**  
**D'EQUEURDREVILLE-HAINNEVILLE**

6. Libertés publiques et pouvoirs de police  
6.1 Police Municipale

Le Maire de la ville de Cherbourg-en-Cotentin,  
VU le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment les articles L 2212-1 et suivants et les articles L 2213-1 et suivants,  
VU le Code de la route, notamment les articles R417-10 et L325-1 et suivants,  
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - 8<sup>ème</sup> partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,  
VU le règlement de voirie de l'ex Communauté urbaine de Cherbourg du 29 mars 1989 et notamment les articles 25, 26 et 27,  
Vu l'arrêté n° AR\_2023\_5065\_CC du 7 décembre 2023 portant sur les délégations de fonction et de signature attribuées aux adjoints au Maire, aux maires délégués et aux conseillers municipaux délégués,  
VU la demande de l'entreprise EUROVIA pour le compte de la Communauté d'Agglomération Le Cotentin en date du 20/02/2024,  
Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité des personnes pendant la durée des opérations,

**ARRÊTÉ**  
**DU 04 MARS AU 15 AVRIL 2024 (de 7h30 à 18h00)**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> – RUE SURCOUF ET RUE DE LA PAIX**

Entreprises concernées par le présent arrêté et susceptibles d'intervenir sur le chantier :

\*AMU 1 :Eurovia/Mastellotto/Servicad/ainsi que tous les sous-traitants (notamment Spame, Oise Environnement, Signature, Brillance Béton, Signaux Girod),

\* Lot EPU/SLT : Bouygues/Sarlec/Citeos/Fareco,

\* Lot APA : Vallois et Valbois.

**Les rues seront barrées, du n° 101 rue Surcouf au n° 3 rue de la Paix, au droit des travaux, du 04 au 15 mars 2024.**

Des plaques de franchissement devront être mises à disposition pour les secours en cas de nécessité.  
*Le passage et la sécurité des piétons doivent être maintenus en permanence.*

**Les chaussées seront rétrécies et la circulation ralentie, rue Surcouf et rue de la Paix, au droit des travaux, du 16 mars au 15 avril 2024.**

**Le stationnement de tous les véhicules est interdit, considéré comme gênant et réservé à l'entreprise Eurovia, dans les zones de travaux aux abords des stations Sainte-Anne/chasse Mitais/Mandela, le temps des travaux.**

*Le passage, la sécurité des piétons et la circulation des véhicules doivent être maintenus en permanence (3 mètres de largeur minimum pour les véhicules de secours).*

N° SIRET entreprise : 552 061 731 00097

**ARTICLE 2 – RUE DU FORT ET RUE DE LA VALETTE**

**La rue du Fort sera accessible via la rue de la Valette.**

**La circulation sera mise en double sens rue de la Valette avec interdiction de stationner.**

**ARTICLE 3 – RUE DE LA REPUBLIQUE**

**Tourne à droite obligatoire vers la rue Gambetta au débouché de la rue de la République.**

**ARTICLE 4 –** Les véhicules en infraction au présent arrêté pourront être enlevés et mis en fourrière aux risques et frais des contrevenants.

**ARTICLE 5** – La signalisation et la pré-signalisation des lieux seront mises en place par l'entreprise Eurovia, responsable des opérations qui assurera par ailleurs la protection et le balisage du chantier. Il appartient également à l'entreprise pétitionnaire de mettre en conformité avec l'arrêté la signalisation de police existante (masquage de panneaux etc...). Le présent arrêté et si besoin un panneau « Stationnement interdit » devront être affichés sur le lieu des opérations conformément à la réglementation en vigueur, à moins de 1,80 m du sol, 7 jours à l'avance. À défaut, il ne pourra être fait appel à la fourrière.

**ARTICLE 6** – Le présent arrêté ne donnera lieu à la perception d'aucune redevance.

**ARTICLE 7** – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le maire ou contentieux devant le Tribunal Administratif (3, rue Arthur LE DUC - 14000 CAEN), dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 8** – Le Directeur Général des Services, la Directrice Générale du Pôle patrimoine et cadre de vie, le Commissariat Central de police et le service de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le 22 février 2024,

**Pour le Maire et par délégation  
Le Maire adjoint,  
Pierre-François LEJEUNE**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Lejeune', written in a cursive style.